

4G : halte aux dérives du tout low cost

Le **très haut débit mobile** doit profiter de l'appui de toute la filière télécoms. Voilà en substance le message que veut faire passer le gouvernement.

Pas question donc que certains opérateurs ne participent pas à l'effort pour installer la 4G sur le territoire. **Free Mobile** est bien évidemment directement visé ici.

Dans une tribune diffusée dans [Le Figaro](#), les ministres **Arnaud Montebourg** et **Fleur Pellerin** exhortent les quatre opérateurs (Orange, SFR, Bouygues Telecom et Free Mobile) à « *prendre part à l'effort* » pour étendre la 4G sur le territoire.

Le nouvel entrant dans la téléphonie mobile fait l'objet d'une attention particulière, [rapporte ITespresso.fr](#).

Un récent avis de l'Autorité de la concurrence le concernait directement, car il portait en partie sur le contrat d'itinérance signé avec Orange dont la portée sera limitée dans le temps (plus globalement, l'avis portait sur les conditions de mutualisation et d'itinérance sur les réseaux mobiles). Voir à ce propos cet article : « [Free Mobile : fin de l'itinérance Orange en 2016](#) ».

Pas de passager clandestin

« *Il ne peut y avoir de passager clandestin et chacun doit prendre part à l'effort, y compris Free, qui doit progressivement se passer d'Orange et s'affirmer comme un opérateur crédible et durable en investissant à son tour pour déployer son propre réseau* », clament les ministres du Redressement productif et de l'Économie numérique.

Les deux représentants du gouvernement regrettent que l'arrivée du quatrième opérateur, « *décidée par le gouvernement précédent, n'ait été précédée d'aucune étude d'impact sur l'emploi dans le secteur* ».

Dans la série des reproches adressés à la droite lorsqu'elle était au pouvoir, ils déplorent aussi que « *l'utilisation par Free du réseau d'Orange, à travers l'accord dit d'itinérance entre ces opérateurs, n'a fait l'objet d'aucune évaluation et d'aucun encadrement alors que cet accord a structuré le marché depuis un an* ».

Ils appellent à une vision présumée du « *tout low-cost destructeur* ».

Un « *contrat de filière télécoms* », signé sous l'égide du gouvernement, devrait être signé d'ici à la fin du semestre.

Au nom d'une « *politique industrielle pour les télécoms* », la chaîne des acteurs (syndicats et organisations professionnelles, équipementiers télécoms, télécoms, sous-traitants techniques, centres d'appels...) doit réapprendre à travailler ensemble.

Voir aussi

[Quiz Silicon.fr – La 4G, comme si vous y étiez !](#)